

L'arme de destruction massive de la démocratie

Les citoyens sont souvent déboussolés, ont besoin d'être rassurés... mais par qui ? Les partis traditionnels qui les ont déçus ? L'Europe qui reste une entité abstraite et incompréhensible ? Dans un tel contexte de désenchantement, la démocratie est malmenée et l'ombre d'un passé pas si lointain plane. La montée du populisme est inquiétante mais ce sont ses racines qu'il faut combattre.



cc Blandine Le Cain

Le populisme n'est pas neuf. Au 19^e siècle, il renvoie à une connotation positive lorsque l'on passe d'un parlementarisme de notables à un parlementarisme représentatif des citoyens. Aujourd'hui, ce terme est connoté négativement. Mais à quoi fait-on allusion au juste ? A des partis qui identifient clairement une victime : le peuple, et un adversaire-agresseur : les immigrants, les partis traditionnels, les banques, l'élite en général. **Frédéric Ligot** précise : « on peut considérer comme populiste un discours contestataire du régime politique qui confisque la voix populaire (« vox populi »), et qui se traduit par une dénonciation d'une caste ou d'une élite politique totalement déconnectée de ce que veulent les citoyens. Ce discours est porté par un leader charismatique qui, lui, est jugé par ceux qu'il séduit comme bien plus en phase avec ce que le peuple « un et indivisible » souhaite. Si l'on confronte cette définition avec le constat de carence démocratique, chez nous et dans d'autres pays, on peut alors comprendre que le populisme puisse séduire ».

Le populisme aime les boucs-émissaires

Les leaders de ces partis parlent au nom du peuple et prétendent le comprendre. Le peuple détient la vérité, il est honnête et bon. Par contre, l'élite, elle, ne comprendrait pas le peuple, défendrait uniquement ses propres intérêts et est corrompue. Ces partis défendent une forme de **démocratie directe** c'est-à-dire une participation active des citoyens aux décisions politiques via un référendum. Le mouvement 5 stelle en Italie va même jusqu'à suggérer que chaque catégorie sociale défende ses intérêts au parlement au lieu des élus à qui le peuple a délégué son pouvoir.

On compte près de 60 partis populistes dans l'Union européenne avec une variété dans les discours et les actes. Cependant, ils ont tous des points communs. Ils portent tous le **peuple** en étendard en ce qu'il est le seul à détenir la vérité et à posséder les **vertus**. Ils →

⇒ identifient tous un **bouc émissaire** : les **étrangers, les patrons, l'Europe**. Ceci étant dit, vous vous direz peut-être « Mais tous les partis le font ! Et il y a de vrais responsables de cette crise qu'il faut identifier ! » Sauf que... une chose est d'identifier un adversaire, une autre est de ne jamais vouloir débattre sur le fond. Selon Dominique Reynié, professeur à Sciences Po à Paris, la plupart du temps un populiste s'attaquera plutôt à la personne qu'à l'argument « Je ne veux pas discuter avec vous, vous mentez... » Il aura tendance à **stigmatiser son interlocuteur**, à tenter de le dénigrer plutôt que d'apporter des faits et d'en débattre. Et c'est là que le danger s'insinue. Les populistes tentent d'embrouiller le raisonnement, évitent tout échange rationnel et jouent sur l'**émotion** et les **peurs** des gens. **Jean Faniel** : « Le discours populiste est évidemment un discours simplificateur. Il peut donc passer plus facilement dans la population, notamment par le biais des médias et de ce qu'ils sont devenus. C'est-à-dire soit les réseaux sociaux, soit les médias généralistes qui coupent au plus court, au plus digeste et au prédi-géré, où la règle est devenue le bon billet de 25 secondes plutôt que l'analyse de 5 minutes. Dès lors un populiste a plus de chance de faire passer son message rapidement. »

On constate une montée des partis populistes en Europe (voir pp 14-15). La première raison généralement évoquée pour expliquer ce phénomène est la crise économique. Ce serait donc dans un contexte de crise profonde où des gens perdent leur confort de vie qu'il se manifesterait. Mais la réalité semble plus complexe, comme le relève **Frédéric Ligot** : « Ce sont les régions prospères de l'Europe qui accueillent les meilleurs scores des partis populistes. La Flandre est globalement une des régions les plus riches d'Europe. La N-VA y fait un score de 30%. En Suisse le parti populiste frôle les 30%. En Autriche, il atteint 35% ». Citons



encore le nord de l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande qui se portent plutôt bien économiquement. Le philosophe Marc Maesschalk parle du « populisme des gens heureux » : « Pourquoi ? Vraisemblablement parce que les gens ont peur de perdre leur confort de vie et craignent de devoir partager avec d'autres un « gâteau » économique qu'ils voient se réduire ailleurs. D'une manière ou d'une autre, la peur reste le point névralgique sur lequel les partis populistes pressent pour con-vaincre. Ils attaquent de front deux éléments qui intéressent les gens aujourd'hui : conserver le même niveau de vie et le même style de vie, certains se sentant menacés par la modification de leur environnement, comme on l'a vu par exemple en Suisse avec les minarets.

La globalisation de l'économie mais aussi de la culture ont créé chez certains un profond malaise existentiel. Les gens sont perdus, déboussolés, ne savent plus comment se positionner face à ce monde ultra ouvert. Quelle est leur identité ? Cela a conduit au repli sur soi, au nationalisme, au besoin de défendre ses racines, son histoire. Mais aussi au rejet de ce qui est différent et de ce que certains considèrent comme une menace pour leur identité et leur culture.

Les recettes de la séduction

Les leaders charismatiques de ces partis font de l'audience. Ils livrent un véritable show sur les plateaux de télé. En France, le débat qui a fait le plus d'audience en dehors de celui qui opposait Hollande à Sarkozy fut celui qui opposait Mélenchon à Le Pen, deux leaders charismatiques. Les médias ont aussi une certaine responsabilité dans le succès de ces partis. Ils se retrouvent dans la même course que les politiques : celle du chiffre, celle du résultat. Le problème ne réside pas tant dans le fait de leur donner la parole mais plutôt dans le fait de ne pas ou de ne plus expliquer la difficulté qu'il y a à gouverner, à ne plus rendre compte de la complexité de la politique. Il

Décryptage d'un discours populiste

- Donne au peuple toutes les qualités et dénonce une élite déconnectée du peuple
- Désigne un bouc émissaire : étrangers, patrons, banques, élite en général
- S'en prend à son interlocuteur plus qu'au fond, au programme.
- Joue sur les peurs et les émotions des gens
- Récupère des idées de droite et de gauche : confusion des genres
- Donne des pseudos-solutions au maintien du style de vie et du niveau de vie des gens
- Est porté par un leader charismatique



Beppe Grillo,
leader du mouvement italien
5 stelle à Ravenne.

Il y a une perte de la dimension pédagogique : on privilégie l'émotion, le bon client, le « buzz » à l'explication. Cela ne doit pas empêcher de rester circonspect avant de taxer une figure ou un parti de « populiste ». Surtout lorsque les partis ou les candidats commencent à s'accuser les uns les autres de l'être : « C'est ce qui est arrivé en France à Jean-Luc Mélenchon », note **Isabelle Stengers**. Il était socialiste à l'origine. Maintenant il est qualifié de populiste. Mais lui se dit authentiquement socialiste. Un proverbe chinois dit que lorsque le singe montre la lune du doigt, le fou regarde le doigt. Dans le cas du populisme, il est très intéressant de regarder le doigt qui montre l'autre comme populiste ! »

Les partis populistes sont-ils tous xénophobes ? Etre

populiste ne veut pas dire nécessairement être xénophobe. Cependant, beaucoup le sont. Les partis traditionnels ont trop souvent négligé ou sous-estimé l'importance d'aider les citoyens à appréhender les mutations de la société, notamment celle de la multiculturalité. Ce qui est un vrai danger parce qu'il risque de laisser les partis populistes s'emparer de la question et occuper l'avant-scène politique avec tous les simplismes et fausses évidences que l'on connaît malheureusement trop bien. Ce sont les mêmes qui dans les années 30 déjà avaient gagné l'Europe. Pour lutter contre ces idées simplistes, il n'y a pas de solution toute faite. Il y a, par contre, le nécessaire travail d'éducation permanente pour comprendre et se situer en tant que citoyen. Comme le souligne **Isabelle Stengers**, « le contraire du populisme c'est le pédagogisme. Le populisme ce n'est pas de la politique. La politique c'est pouvoir prendre part à des décisions sur l'avenir. »



Interview

L'émission « Questions à la une » a mis sur le même pied le parti grec fasciste, Aube dorée et le PTB. Qu'en est-il réellement ?

« La grande différence entre le discours populiste et le discours de classes, explique **Jean Faniel**, c'est le fait que le populisme considère le peuple comme un tout homogène qui n'a pas nécessairement de divergences en son sein. Des partis de gauche ont déjà été accusés de faire du populisme comme par exemple le PTB dans sa campagne « Stop au cirque politique » au cours de laquelle les militants avaient posé des nez rouges sur les affiches des partis traditionnels. Mais il s'avère que derrière le slogan de cette campagne, il y avait bien une campagne sur les inégalités, sur les difficultés vécues par les travailleurs, par les allocataires sociaux. On était donc davantage dans un discours de classe que dans un discours populiste. »

De manière générale, les partis traditionnels se taxent les uns les autres de populistes. Mais est-ce réellement le cas ?

Frédéric Ligot en doute : « Si on se réfère à leurs communications et leurs programmes, je ne partage pas l'impression que les partis traditionnels, en tous cas du côté francophone, ont tendance à verser dans un discours populiste, au sens où le populiste énonce généralement un discours contestataire dénonçant un système de castes qui confisque la voix populaire. En même temps, ils ne cessent de s'accuser mutuellement de le faire ! Et même du côté flamand, à l'exception du Vlaams Belang et de la N-VA, cela ne me semble pas patent ». Il distingue le populisme de la tendance démagogue : « Ce qui, par contre, m'effraie, c'est la dimension démagogique qui

apparaît vraiment flagrante dans cette campagne électorale et ce de la part des partis traditionnels. Notamment, concernant la fiscalité. Pendant trois ans, on nous a tenu un discours disant : « C'est la crise, la dette est au-dessus de 100% du PIB, le déficit est abyssal, il faut faire des efforts dans tous les secteurs, tout le monde est dans le même bateau (quelle que soit la largeur d'épaules de chacun), tout le monde doit contribuer... ». Conséquence, on a saqué dans les programmes sociaux, les allocations de chômage, les services publics... bref on a attaqué les plus faibles. Et deux mois avant les élections, le discours politique global, à quelques exceptions près, traduit une course généralisée au moins-disant fiscal. Soudainement, tout va bien et l'on peut se permettre des cadeaux fiscaux à tout le monde ! Le MR y va de 5 milliards ; le CD&V de 6 ; l'Open-VLD de 5 ; idem pour le N-VA ; les autres font des propositions en essayant de contrôler la neutralité budgétaire de l'opération... Il s'agit à mes yeux d'une forme de démagogie assez abjecte, à la fois parce que l'on trompe les gens sur les véritables enjeux et parce que c'est une injure, après trois années d'austérité menée au pas de charge ». **Jean Faniel** ajoute : « L'idée que tous les partis usent du populisme se répand mais la difficulté est de faire un distinguo entre le populisme et la démagogie. La démagogie ce n'est pas nécessairement le populisme. Même si on peut présumer que le populisme est démagogue. D'une certaine manière, il ne faut pas non plus se voiler la face, si vous faites une campagne électorale en étant rébarbatif et en ne parlant pas aux gens de leurs problèmes, vous ne serez pas accusé de faire du populisme, mais votre campagne ne sera pas nécessairement efficace... Tout ce qui est populiste n'est pas automatiquement à bannir. Mais à partir du moment où on ne fait plus que cela, là il y a vraiment un double danger : le développement du rejet de l'autre et la simplification de problèmes forcément complexes.

⇒ Beaucoup de partis populistes sont des partis d'extrême-droite reconvertis ou en tout cas faisant croire à leur reconversion. Marine Le Pen, la présidente du FN attaque en justice toute personne qui assimile son parti à l'extrême droite et pourtant, comme les principaux médias l'ont relayé, elle a récemment participé en Autriche à un bal néo-nazi. Encore une fois, il y a une volonté de prêter à confusion, de dissimuler le fond. « C'est un véritable danger, explique **Frédéric Ligtot**, car si les mouvements d'adhésion à ces partis sont cycliques (hausse et baisse de scores se succèdent), sur le moyen et long terme, ils sont en constante évolution. De plus, il n'y a pas véritablement de corpus idéologique identifiable. Ces partis peuvent prendre des dimensions xénophobes, un peu néo-fascistes, anti-musulmanes, anti-tsiganes, anti-mondialistes, etc. » Il ajoute : « Le populisme est un danger et on le voit bien chez nous où le risque majeur est celui de la déliquescence à terme du système social et la scission d'un pays. Par ailleurs, la N-VA est un parti populiste mais qui reste plutôt exempt de propos de type néofas-

ciste (au contraire du Vlaams Belang) mais ce n'est pas le cas dans d'autres pays. Et c'est très interpellant ».

Selon **Isabelle Stengers**, philosophe, la situation présente un danger mais ce n'est pas le populisme en lui-même qui est inquiétant. Ce sont ses racines, c'est-à-dire le sentiment d'impuissance, de désarroi et d'injustice et de « Pas d'avenir » qui est dangereux et qui peut fabriquer des monstruosité.

Les élections européennes sont dans la mire des partis populistes. L'euro-scepticisme est en effet un thème très rassembleur qu'il est intéressant pour ces partis de porter pour rallier un électoral de différents horizons. Marine Le Pen et Geert Wilders, chef de file de l'extrême droite néerlandaise, se sont d'ailleurs alliés et souhaitent réunir les euro-sceptiques afin de fonder un groupe de poids au parlement européen.

Claudia Benedetto

L'Europe renoue avec ses vieux démons

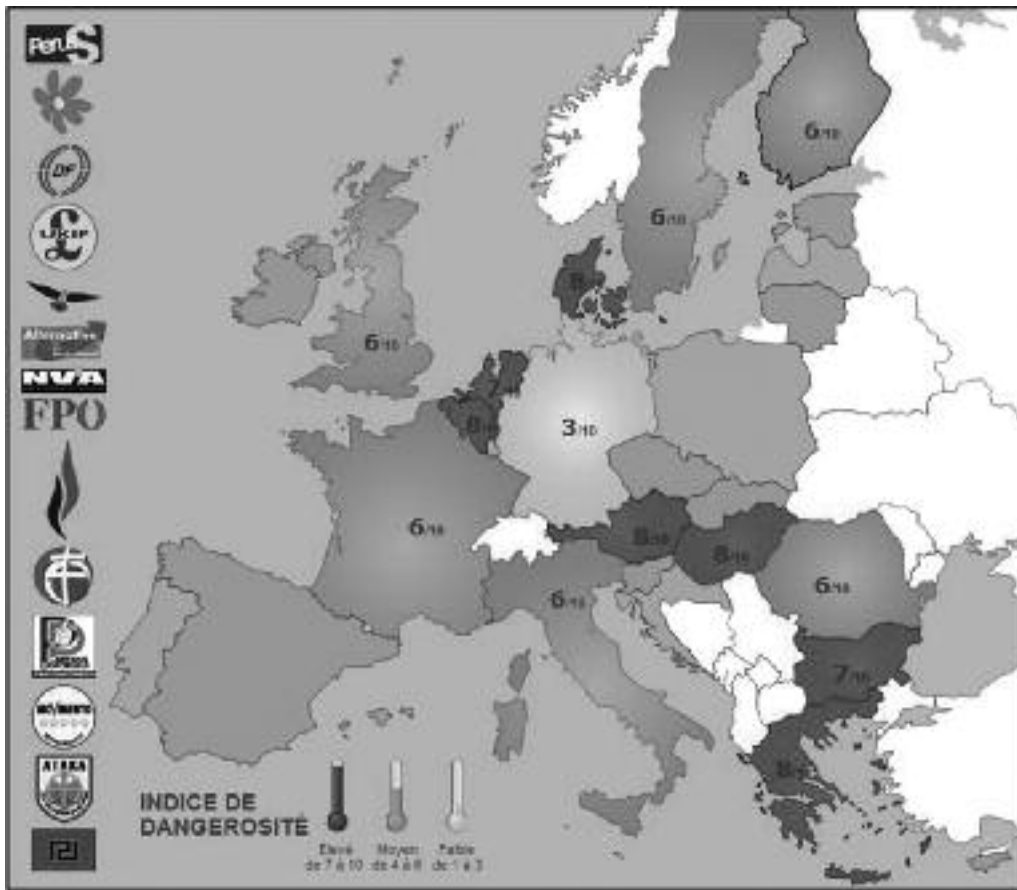
La montée des partis populistes en Europe est incontestable. En Italie, aux Pays-Bas, en Hongrie, en France, en Belgique, en Suisse, en Autriche... Ils sont parvenus à séduire les électeurs européens las d'attendre le changement tant promis par les partis traditionnels.

En **Italie**, Beppe Grillo, ancien humoriste et star de la télé fait son show. Il s'en prend aux institutions et à leurs dirigeants et prétend savoir ce que veut le peuple italien. « Tutti a casa » (tous à la maison) sous un slogan simpliste, il rallie 25,5% de l'électorat jeune diplômé et urbain aux élections législatives de 2013. Suites aux multiples scandales politiques qu'a connus l'Italie, les électeurs ont perdu foi en leurs dirigeants et en leurs institutions. Bien avant 5 stelle, la Lega Nord avec laquelle s'est allié Silvio Berlusconi, qui utilise lui aussi des techniques populistes, avait déjà profité de scandales politiques pour se hisser au pouvoir. Le programme du mouvement 5 stelle est un mélange de mesures de droite et de gauche : Contre l'immigration, pour l'écologie. Contre l'Europe, pour la hausse des salaires. Contre les impôts, pour les services publics... Beaucoup d'incohérences mais qu'importe, le leader charismatique sait parler à la foule, au peuple à qui il prétend vouloir rendre le pouvoir. Il prône le retour du peuple, des citoyens dans les institutions qui se substitueraient aux élus. Le parti, au parlement depuis un an, n'a jusqu'ici encore fait aucune proposition. Il passe son temps à bloquer les autres partis et refuse tout compromis, toute alliance. Avec 1/4 des sièges, le mouvement 5 stelle détient un pouvoir considérable

et remet en cause les institutions démocratiques.

En **France**, le FN fait une avancée dans une dizaine de villes aux élections municipales de mars. C'est plus de 1200 conseillers municipaux qui sont élus contre 80 en 2008. Marine Le Pen, leader du FN est parvenue à adoucir l'image de son parti. Pour pouvoir élargir sa base électorale, le parti devait être moins radical dans son discours. Par un coup de com' bien huilé, les dirigeants du FN choisissent leurs mots avec attention : le terme « communautarisme » est employé au lieu de stigmatiser plus directement les musulmans. La modernisation du parti est en marche, il sait désormais choisir les thèmes porteurs et en refuser d'autres. Ainsi, suite à une interpellation d'un journaliste lors des manifestations contre le mariage pour tous, Marine Le Pen a précisé que son parti n'avait pas appelé à manifester. Le leader du FN brouille les pistes, enveloppe ses idées haineuses de jolis discours mais la haine reste la même : celle des immigrés coupables de tous les maux.

Aux **Pays-Bas**, Geert Wilders, leader du parti de la liberté (PVV) pratique une autre forme de populisme. Son succès est foudroyant : en 2010, il obtient 16% des voix aux élections législatives. Aux législatives de 2012, le PVV perd 9 députés mais conforte son installation dans le paysage politique néerlandais. Son discours est encore plus insidieux car il se revendique comme un progressiste défenseur des libertés individuelles et à ce titre, il promet de préserver le style de vie des gens. C'est-à-dire de les protéger de la menace de l'Islam sur les libertés individuelles. Celui qui compare le Coran à « Mein Kampf » de Hitler est un orateur hors pair qui sait quel levier actionner pour atteindre les peurs et les émotions du public. Il sait capter l'attention des médias en créant l'évènement : un article parle



La chaîne de télévision franco-allemande Arte a réalisé une cartographie de la menace populiste en Europe. La N-VA obtient la moyenne de 8/10 sur l'échelle de la dangerosité. La dangerosité des partis populistes a été évaluée en fonction des paramètres suivants : derniers sondages, influence sur l'opinion, influence sur les autres partis politiques, nombre de candidats aux élections locales et nationales, importance et nombre de fiefs régionaux, habileté politique, efficacité de l'appareil du parti et moyens financiers. La note globale est la moyenne arrondie des 10 notes obtenues pour ces dix critères. De 1 à 3 faible, de 4 à 6 moyen, de 7 à 10 élevé.

d'un quartier dans lequel ses habitants ne seraient pas correctement intégrés. Il s'y rend pour leur montrer que « C'est chez nous ici ! » Le parti avance aux municipales mais ne les remporte pas.

En **Hongrie**, le Finestz est au pouvoir depuis 2010. Son leader, Viktor Orban, premier ministre, réaffirme l'indépendance de la Hongrie face à ce qu'il considère comme étant le dictat de l'Europe, des multinationales et des partis de l'opposition qui selon lui veulent mettre la Hongrie en esclavage. La pauvreté est importante en Hongrie, les Hongrois sont profondément déçus de l'Union européenne qu'ils avaient au départ idéalisée. Viktor Orban est un fin stratège : pour se faire élire, il octroie la nationalité hongroise à des minorités de Transylvanie, environ 500.000 personnes. Il oblige tous les chômeurs à travailler à bas prix sous peine de perdre leurs revenus pendant une période déterminée. Mais il s'avère que cette mesure vise avant tout la population de Roms qui représente environ 7% de la population hongroise et qui est largement stigmatisée par les natifs. Il flirte avec le Jobbik, parti antisémite et troisième parti de Hongrie, en appliquant quelques-unes des revendications des militants du Jobbik comme la criminalisation des sans-abri. Il n'hésite pas à modifier la Constitution à son avantage... Il a fait voter une loi électorale qui favorise son parti, il musèle la liberté d'expression et met à sa disposition la radio et les télévisions publiques. C'est au total plus de 850 lois qui sont adoptées sans débats ! Il vient de remporter, sans surprise, en avril dernier les élections législatives avec près de deux tiers des sièges au Parlement. Lui laissant ainsi une assise importante pour continuer à modeler la Hongrie à son image.

En **Suisse**, le parti xénophobe de l'Union démocratique du Centre a une assise importante avec 54 élus à la chambre basse du parlement (représente la population) et 5 élus à la

chambre haute du parlement (représente les cantons). Il a fait récemment la une des médias avec sa proposition de référendum sur l'immigration : le parti propose d'accepter les frontaliers et les demandeurs d'asile uniquement quand le pays en a besoin. Le résultat du référendum avec plus de 50% de oui est étonnant. Quand on sait que le pays présente une bonne santé économique, que 85% de l'immigration en Suisse est européenne et que 40% des nouvelles entreprises en Suisse sont créées par des étrangers. En 2013, celles-ci ont généré quelque 30.000 emplois. Ce résultat met par ailleurs la Suisse en porte-à-faux avec l'accord européen de libre circulation.

Et chez nous ?

En **Belgique**, la N-VA, parti séparatiste, devient en 2010 le premier parti de Flandre. Son leader Bart de Wever est un grand communicant. En évoquant systématiquement le dysfonctionnement de la Belgique, il fait oublier que son parti souhaite l'indépendance de la Flandre. Et évite ainsi de se voir privé d'une partie de l'électorat plus modéré. Mais en même temps, il sème le doute sur la solidité de l'Etat belge et sur son avenir. Avec un programme économique ultralibéral et la volonté d'obtenir pour la Flandre plus d'indépendance, c'est cependant le seul parti populiste européen qui ne s'affirme pas comme eurosceptique.

Du côté francophone, le Parti populaire (PP) emmené par son leader Mischaël Modrikamen présente des similitudes avec le PVV de Geert Wilders : il prononce un discours très dur envers les immigrés et en particulier envers les citoyens de confession musulmane. Et présente une idéologie extrêmement libérale sur le plan économique. Le PP a réalisé une percée anecdotique aux élections législatives de 2010. Néanmoins, il sera intéressant de suivre de près les résultats de ce parti aux élections fédérales de mai.